



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

A.G.J.A. Bordeaux Caudéran

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2024
A.G.J.A. Bordeaux Caudéran
8 rue Gambetta - 33200 BORDEAUX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

A.G.J.A. Bordeaux Caudéran

8 rue Gambetta - 33200 BORDEAUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2024

À l'Assemblée générale de l'association A.G.J.A. Bordeaux Caudéran,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.G.J.A. Bordeaux Caudéran relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Autres éléments significatifs » de l'annexe précise la décision de comptabiliser la part non consommée à la clôture des subventions en produits constatés d'avance et non plus en fonds dédiés. Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié de cette correction, ainsi que les informations fournies dans l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 6 décembre 2024

KPMG SA

Alexandra LESAGE

Associée

COMPTE DE RESULTAT

Présenté en Euros

	Exercice clos le 30/06/2024 (12 mois)	Exercice précédent 30/06/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total	Variation	%
Produits d'exploitation				
Cotisations	1 167 624	1 083 516	84 108	7.76
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	639 480	619 115	20 365	3.29
. dont parrainages	448 395	465 863	- 17 468	-3.75
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'explo	1 172 920	1 234 182	- 61 262	-4.96
. Versements des fondateurs ou consommati				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du plu				
. Dons manuels	58 045	67 696	- 9 651	-14.26
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov.	15 467	13 412	2 055	15.32
Utilisations des fonds dédiés		455 128	- 455 128	-100.00
Autres produits	19 843	19 828	15	0.08
Total des produits d'exploitation (I)	3 073 379	3 492 878	- 419 499	-12.01
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks		7 092	- 7 092	-100.00
Autres achats et charges externes	1 140 463	989 582	150 881	15.25
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	100 628	97 347	3 281	3.37
Salaires et traitements	1 469 132	1 394 295	74 837	5.37
Charges sociales	420 489	422 570	- 2 081	-0.49
Dotations aux amortissements et aux dépréciat	196 972	200 000	- 3 028	-1.51
Dotations aux provisions	10 036	3 892	6 144	157.86
Reports en fonds dédiés		446 893	- 446 893	-100.00
Autres charges	77 476	81 494	- 4 018	-4.93
Total des charges d'exploitation (II)	3 415 196	3 643 166	- 227 970	-6.26
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-341 817	-150 288	- 191 529	127.44
Produits financiers				
De participations	20 925	6 087	14 838	243.77
D'autres valeurs mobilières et créances d'act				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et dépréciations et t				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières				
Total des produits financiers (III)	20 925	6 087	14 838	243.77
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciatio				
Intérêts et charges assimilées	11 699	12 539	- 840	-6.70
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilière				

	Exercice clos le 30/06/2024 (12 mois)	Exercice précédent 30/06/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total	Variation	%
Total des charges financières (IV)	11 699	12 539	- 840	-6.70
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	9 227	-6 453	15 680	-242.99
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-332 590	-156 741	- 175 849	112.19
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	3 716	11 443	- 7 727	-67.53
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de char				
Total des produits exceptionnels (V)	3 716	11 443	- 7 727	-67.53
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	11 564	4 371	7 193	164.56
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciatio				
Total des charges exceptionnelles (VI)	11 564	4 371	7 193	164.56
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-7 848	7 072	- 14 920	-210.97
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	4 116	898	3 218	358.35
Total des produits (I + III + IV)	3 098 021	3 510 407	- 412 386	-11.75
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 442 575	3 660 974	- 218 399	-5.97
EXCEDENT OU DEFICIT	-344 554	-150 567	- 193 987	128.84
Evaluation des contributions volontaires en n				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total	233 000	230 400	2 600	1.13
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et ser				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total	233 000	230 400	2 600	1.13

BILAN

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 30/06/2024 (12 mois)			Exercice précédent 30/06/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	Net
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	17 783	14 247	3 537	5 501	- 1 964
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	248 492	76 225	172 267	172 267	
Constructions	4 457 318	2 252 098	2 205 219	2 263 154	- 57 935
Installations techniques, matériel et outilla	61 938	43 851	18 087	22 418	- 4 331
Autres immobilisations corporelles	291 356	267 488	23 868	35 828	- 11 960
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	3 360		3 360	3 360	
Prêts	8 845		8 845	8 845	
Autres	310		310		310
TOTAL (I)	5 089 402	2 653 909	2 435 493	2 511 374	- 75 881
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes	5 675		5 675		5 675
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rat	33 834	1 951	31 884	47 900	- 16 016
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	475 673		475 673	523 386	- 47 713
Valeurs mobilières de placement	64 061		64 061	62 149	1 912
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	1 390 598		1 390 598	1 314 980	75 618
Charges constatées d'avance	52 727		52 727	54 006	- 1 279
TOTAL (II)	2 022 569	1 951	2 020 619	2 002 422	18 197
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	7 111 971	2 655 859	4 456 112	4 513 796	- 57 684

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 30/06/2024 (12 mois)	Exercice précédent 30/06/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	2 047 115	2 197 682	- 150 567
. Autres			
Report à nouveau			
Excédent ou déficit de l'exercice	-344 554	-150 567	- 193 987
Situation nette (sous total)	1 702 562	2 047 115	- 344 553
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	323 420	343 232	- 19 812
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	2 025 982	2 390 347	- 364 365
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés		446 893	- 446 893
TOTAL (II)		446 893	- 446 893
Provisions			
Provisions pour risques	96 769	86 733	10 036
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	96 769	86 733	10 036
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres as			
Emprunts et dettes auprès des établissements	912 369	1 007 382	- 95 013
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	100 327	100 424	- 97
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	195 619	171 557	24 062
Dettes sur immobilisations et comptes rattach	109 725	42 240	67 485
Autres dettes	323 248	173 050	150 198
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	692 072	95 170	596 902
TOTAL (IV)	2 333 362	1 589 823	743 539
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	4 456 112	4 513 796	- 57 684
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement com			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

PREAMBULE

L'association Avant-garde Jeanne d'Arc a pour vocation de proposer des activités dans les domaines sportifs, culturels, de loisirs ou socio-éducatif.

Ses ressources proviennent pour l'essentiel de la municipalité, de la caisse d'allocations familiales, des cotisations et participations de ses adhérents.

L'exercice social clos le 30/06/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 30/06/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 4 456 111,88 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 344 553,90 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 20/11/2024 par les dirigeants.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun évènement ayant une incidence significative sur les états financiers et leur comparabilité par rapport à l'exercice précédent n'est à mentionner sur l'exercice.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable, sauf sur les points suivants :

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Correction d'erreurs :

A la clôture des comptes sociaux 30/06/2024, il a été décidé de comptabiliser la part non consommée des subventions en Produits Constatés d'Avance; et non en Fonds dédiés.

En effet, les subventions étant octroyées sur l'année civile, la part non utilisée de ces financements ne peuvent être reportées sur une période ultérieure. Cela justifie la correction du traitement comptable de ces subventions, qui impacte uniquement la présentation des comptes et non le Résultat.

L'impact sur les comptes sociaux 30.06.2024 est le suivant :

- La part non consommée à la clôture des comptes est comptabilisée en Produits constatés d'avance et non plus en Fonds dédiés
- La contrepartie est comptabilisée au débit des comptes de produits de subventions correspondantes ; et non plus dans un compte de charge report en fonds dédiés sur subventions.

Si cet élément avait été correctement comptabilisé dans les comptes clos au 30.06.2023 (et les comptes antérieurs), les comptes se présenteraient de la manière suivante :

Passage des comptes sociaux approuvés aux comptes corrigés :

Compte de résultat synthétique clos le 30 juin 2023 :

En Euros	Comptes approuvés 30.06.2023	Correction suite à la comptabilisation de cet engagement financier	Comptes 30.06.2023 corrigés
Report en fonds dédiés sur subventions d'exploitation	- 446 893	+ 446 893	0
Subventions d'exploitation		+ 8 235	8 235
Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	455 128	- 455 128	0
Résultat d'exploitation	- 150 288	0	- 150 288
Résultat financier	- 6 453	0	6 453
Résultat exceptionnel	7 072	0	7 072
Résultat net	- 150 567	0	150 567

Compte de résultat synthétique clos le 30 juin 2023 :

En Euros	Comptes approuvés 30.06.2023	Correction suite à la comptabilisation de cet engagement financier	Comptes 30.06.2023 corrigés
Total actif	4 513 796		4 513 796
Fonds propres	2 390 347		2 390 347
Fonds dédiés	446 893	- 446 893	
Provision	86 733		86 733
Produits constatés d'avance	95 170	+ 446 893	542 063
Total dettes	1 589 823	+ 446 893	2 036 716
Total passif	4 513 796		4 513 796

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition de ces immobilisations. .

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

	Durée d'utilisation
Logiciels	De 1 à 3 ans
Constructions	De 10 à 40 ans
Agencement, aménagement des constructions	De 5 à 15 ans
Matériel et outillage industriels	De 3 à 10 ans
Agencements, aménagements, installations	De 4 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	De 3 à 5 ans
Mobilier	De 3 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

Option retenue :

L'association comptabilise ses engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite en provision pour risques et charges.

Méthode de calcul retenue :

Pour l'évaluation de ses engagements retraite, l'association applique la recommandation 2003-R.01 du 1^{er} avril 2003 : Le champ d'application de cette recommandation et les traitements adoptés sont ceux de la norme IAS 19 «Méthode Rétrospective des unités de crédit projetées »(P.B.O)

P.B.O (Projected Benefit Obligation) : Représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalué en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de Turn-over et de survie.

Cette méthode retient comme base le salaire de fin de carrière.

Les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Le taux d'actualisation retenu au 30/06/2024 est de 3.60 % ,

Les engagements sont évalués pour un âge de départ à la retraite fixé à 65 ans et incluent les charges sociales.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	17 783			17 783
Immobilisations corporelles	4 938 323	120 781		5 059 104
Immobilisations financières	12 205	310		12 515
TOTAL	4 968 311	121 091		5 089 402

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles	12 282	1 965		14 247
Terrains	76 225			76 225
Constructions				
sur sol propre	1 601 678	57 776		1 659 454
sur sol d'autrui	78 373	23 736		102 109
Installations générales, agencements	395 902	94 633		490 535
Installations techniques, matériel, outillages industriels	39 520	4 331		43 851
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	27 896	199		28 095
Matériel de transport	10 905	5 029		15 935
Matériel de bureau et informatique	133 180	5 215		138 395
Emballage récupérables et divers	80 976	4 087		85 063
TOTAL III	2 444 655	195 007		2 639 662
TOTAL GENERAL (I+II+III)	2 456 937	196 972		2 653 909

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	8 845		8 845
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	31 884	31 884	
Autres créances	481 348	481 348	
Charges constatées d'avance	52 727	52 727	
TOTAL	574 804	565 959	8 845

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	391 994
Autres produits à recevoir	23 623
TOTAL	415 617

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	903 996	102 333	300 025	501 638
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	100 327	100 327		
Dettes fiscales et sociales	195 620	195 620		
Dettes sur immobilisations	109 725	109 725		
Autres dettes	323 248	323 248		
Produits constatés d'avance	692 072	692 072		
TOTAL	2 324 988	1 523 325	300 025	501 638

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	530
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	40 332
Dettes fiscales et sociales	115 923
Autres dettes	598
TOTAL	157 384

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	2 197 682	-150 567			2 047 115
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-150 567	150 567		344 554	-344 554
Dont générosité du public					
Situation nette	2 047 115			344 554	1 702 561
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	343 232			19 812	323 420
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	2 390 347			364 366	2 025 981
TOTAL dont générosité du public					

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants

L'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif oblige les associations à communiquer la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature. Les dirigeants, au sens juridique du terme, c'est-à-dire les administrateurs, sont bénévoles et ne perçoivent que des remboursements de frais justifiés.

La divulgation de la rémunération des plus hauts cadres « dirigeants » salariés, reviendrait à donner une rémunération individuelle et, à ce titre, cette information ne sera pas présente en annexe.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	1
Non cadres	47
TOTAL	48

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 8 093 €.

Subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	État	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics				
Subventions d'exploitation	54 673 €	817 138 €	296 821 €	4 287 €
Subventions d'investissement				